

pas aménagé du tout et qu'il y aurait un excédent de 75,000 kilowatts d'énergie dans cette région. Il doit pourtant sauter aux yeux que la différence est énorme entre un barrage d'emmagasinement et un barrage d'énergie et qu'elle a une grande importance sur les conclusions à tirer.

Je reviens à ce que le ministre voulait que je lise. Je le fais avec le plus grand plaisir; je poursuis sous le numéro 2:

De l'avis des experts cependant, la réalisation de ce dernier projet peut rendre la mise en valeur du ruisseau Murphy irréalisable du point de vue économique, ce qui voudrait dire que la Colombie-Britannique perdrait 250,000 kilowatts d'énergie sur place.

On voudra bien noter comment cela est dit:

De l'avis des experts cependant, la réalisation de ce dernier projet peut rendre la mise en valeur du ruisseau Murphy irréalisable du point de vue économique...

Les renseignements que j'ai fournis ici hier indiquent que lorsque le potentiel de production des barrages Waneta n° 1 et Waneta n° 2 aura été réalisé, que toute l'énergie aura été vendue et que sonnera l'heure de mettre en valeur le ruisseau Murphy, on pourra demander aux entreprises de Castlegar, sur place, et des lacs Arrow d'apporter un supplément à la charge d'eau du ruisseau Murphy et de rendre ainsi ce ruisseau beaucoup plus efficace comme producteur d'énergie. J'ai exposé tout cela hier; inutile d'y revenir. Il me semble que mes explications étaient assez claires pour être comprises de tous. On prétend dans la lettre que ce serait folie de la part de la Colombie-Britannique que de permettre à une entreprise américaine de construire chez nous un barrage bas, d'en acquitter le coût intégral et d'aménager des installations. La Colombie-Britannique aurait tort de lui permettre d'emmagasiner 3 millions de pieds-acre dans les lacs Arrow et de laisser les eaux s'écouler vers les États-Unis, où elles viendraient renforcer la capacité de production de leurs usines. Comment imaginer que de telles raisons puissent influencer sur la sagesse ou de manque de sagesse de ce que le gouvernement de la Colombie-Britannique a l'intention de faire au sujet de Castlegar? Cela doit être bien clair.

Aux termes du mandat relatif au Columbia, les autorités fédérales procèdent actuellement à une étude au sujet de l'emplacement de l'entreprise du ruisseau Murphy.

Rien n'indique que l'étude sera terminée en moins de six ou sept ans. Si nous permettons à la Colombie-Britannique de mettre à exécution son programme relatif à Castlegar, elle aura touché, à ce moment-là, 3 millions de dollars qui auront servi à diminuer d'autant la forte dette qu'ont contractée les libéraux et qu'ils lui ont laissée. C'est un

[M. Blackmore.]

point très important. Je sais qu'un million de dollars n'est pas grand chose; mais ce n'était pas peu de chose quand des obligations albertaines d'un million de dollars sont arrivées à échéance et que la province n'a pu faire face à ses engagements. Ce ne serait pas peu de chose non plus pour la Colombie-Britannique, si elle était incapable d'honorer des obligations d'un million de dollars. N'importe quel gouvernement qui a le sens des responsabilités se trouverait alors en très mauvaise posture.

La Colombie-Britannique doit s'intéresser à ces choses qui se sont produites, encore une fois, il n'y a pas si longtemps. Rien ne nous dit que nous ne nous acheminons pas vers une crise. Je parierais qu'en une telle conjoncture le gouvernement fédéral prendrait bien garde de ne pas empiéter sur le domaine provincial pour s'occuper du chômage. La question relèvera alors de la Colombie-Britannique. Le gouvernement fédéral a abandonné aux autres provinces tout le fardeau qu'il a pu leur laisser. Il a laissé des dettes accumulées en Alberta à la suite de la crise économique, soit environ 67 millions de dollars de dettes dues à cette seule crise économique; il semble que la même chose pourrait facilement arriver en Colombie-Britannique. Sans doute un gouvernement responsable prendrait-il les mesures qui s'imposent pour prévenir cet état de choses; il accumulerait des réserves afin de rembourser la dette provinciale et économiser les intérêts qu'on pourrait employer à l'aménagement de routes et d'autres entreprises utiles.

Nous en arrivons au pilier n° 3. Je crois avoir démontré que les deux premiers examinés jusqu'ici étaient plutôt faibles. Voici le troisième que le ministre dit offrir à l'égard de ce projet de loi. Je lis le n° 3.

L'exécution de l'entreprise des lacs Arrow à cette étape pourrait retarder...

Rien ne le prouve. Il est aussi possible que le soleil ne se lèvera pas dans un an, pour autant que je sache. Je continue:

...pourrait retarder d'un bon nombre d'années la réalisation d'autres travaux...

Lesquels?

...de plus grande importance pour la Colombie-Britannique et le Canada.

Lesquels, par exemple? Dans mon discours d'hier, j'ai parlé de Waneta n° 1, Waneta n° 2, du ruisseau Murphy et du ruisseau Mica, mais pas un seul de ces projets ne peut se comparer au barrage en question, car il s'agit de barrages destinés à l'exploitation de l'énergie hydroélectrique, tandis que celui-ci ne servira qu'à emmagasiner les eaux, afin d'utiliser de l'électricité produite aux États-Unis. L'exposé n'est donc qu'enfantillage en ce qui a trait à Castlegar.